

# Qu'est-ce qu'une Charte Forestière de Territoire ?

## ➤ Un outil d'orientation

La charte forestière de territoire est un outil (encore expérimental) d'orientation et de développement durable sur un territoire donné visant à la satisfaction d'une ou plusieurs demandes sur la forêt dans un cadre contractuel art. L12 du code forestier. Circulaire DERF/SDF/SDIB/C2001-3004 du 15 février 2001

Le maître d'ouvrage doit être une collectivité territoriale.

## ➤ Les acteurs

- Le Maître d'ouvrage (le pilote) : la collectivité territoriale
- L'animateur peut être un bureau d'étude, le Centre Régional de la Propriété Forestière, l'ONF ou encore une structure territoriale (ex: pays, PNR,...) ■ 790001,...
- Un comité de pilotage supervise la bonne réalisation de l'étude de la charte. Il doit être très élargi et comprendre dès le début tous les acteurs afin qu'il n'y ait pas de blocage extérieur (propriétaires, forestiers, professionnels, chasseurs, autres usagers, association de protection de la nature,...). Le maître mot est la concertation car la charte est une démarche volontaire et doit résulter d'une initiative locale.

## ➤ Plusieurs phases

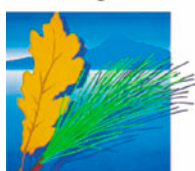
- Diagnostic : ne pas hésiter à passer du temps pour tout observer et recueillir les attentes des différents acteurs du territoire
- Les problématiques : après les avoir identifiées, les hiérarchiser et préciser les enjeux
- La prospective : faire l'exercice d'élaborer des scénarios de l'évolution de la forêt dans le territoire par divers groupes, les confronter et se fixer des orientations
- Un plan d'action : élaboration de fiches actions traitant des aspects techniques administratifs et financiers .
- Suivi de l'opération : les 20 premières chartes pilotes sont suivies par le CEMAGREF. ■ 752102 (en 2003, on comptait 40 chartes engagées sur le territoire national)

La charte donne lieu à une signature entre plusieurs partenaires (Syndicats de communes, Conseil Général ■ 714013, Interprofessions, Centre Régional de la Propriété Forestière ■ 723000, ONF ■ 790001,...). L'Etat ne la signe pas mais, le préfet prend un arrêté afin de pouvoir y engager des crédits.

## ➤ Les avantages

- Bonification de 10% des aides de l'Etat (cela n'apporte rien en zone montagne et méditerranéenne qui en bénéficient déjà, compte tenu de leurs handicaps).
- Priorité dans l'octroi des aides (au niveau de volet territorial du contrat de plan)

Centre Régional de la Propriété Forestière



Forêt Privée  
de  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

- Possibilité de signature de conventions d'application thématiques ou territoriales entre des propriétaires, des bénéficiaires-demandeurs et des financeurs. Les bénéficiaires ne sont pas obligatoirement les signataires de la Charte dans son ensemble.

## ➤ La forêt privée

Elle sera souvent au centre des débats car c'est là que se posent des problèmes d'absence de gestion, de conflits d'usage et de mélange « intérêt public/intérêt privé ». Les chartes seront un succès si l'on arrive à traiter ces problèmes dans le cadre d'une réelle contractualisation avec des compromis satisfaisants.

- Représentation ?

Le problème qui se pose est de trouver dans le territoire des représentants des propriétaires portant un avis légitime.

- Avantages

La charte devrait permettre la reconnaissance locale des propriétaires comme « offreurs de biens et services » et du rôle multifonctionnel de la forêt privée.

Elle peut être l'occasion de pouvoir mener des actions cohérentes au niveau du territoire, de faire connaissance avec les acteurs locaux, de travailler concrètement avec eux et de mobiliser de nouveaux moyens pour gérer et développer la forêt privée.

## Chartes à l'étude dans notre région

Les quatre premières chartes à l'étude dans notre région sont en 2002: Les Maures, Le Champsaur, le canton d'Arnot, le Luberon et la Vésubie. d'autres sont en projet en Camargue, sur le massif de la Sainte Victoire, le canton de Comps, le Massif d'Uchaux.

### Extrait de la Loi Forestière

« Art. L. 12. - Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis, une charte forestière de territoire peut être établie afin de mener un programme d'actions pluriannuel intégrant, le cas échéant, la multifonctionnalité des forêts locales et visant :

« - soit à garantir la satisfaction de demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes ;

« - soit à contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations et les massifs forestiers ;

« - soit à favoriser le regroupement technique et économique des propriétaires forestiers, la restructuration foncière ou la gestion groupée à l'échelle d'un massif forestier ;

« - soit à renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits forestiers.

« La charte peut être élaborée à l'initiative d'élus des collectivités concernées.

« Cette charte donne lieu à des conventions conclues entre, d'une part, un ou des propriétaires forestiers, leurs mandataires ou leurs organisations représentatives et, d'autre part, des opérateurs économiques ou leurs organisations représentatives, des établissements publics, des associations d'usagers de la forêt ou de protection de l'environnement, des collectivités territoriales ou l'Etat. Ces conventions, sous réserve du respect des dispositions du présent code, peuvent donner lieu à des aides publiques en contrepartie des services économiques, environnementaux et sociaux rendus par la forêt lorsqu'ils induisent des contraintes particulières ou des surcoûts d'investissement et de gestion.